

Blogue n° 1 du président de la FAPPUNB – le 9 septembre 2020
Campagne électorale provinciale 2020

Des universités publiques solides pour un Nouveau-Brunswick solide et en meilleure santé

À mesure que la campagne électorale provinciale de 2020 se déroule, nous pouvons nous attendre à de nombreux débats et discussions sur la gestion des biens et services et la dépense de l'argent des contribuables. La dette provinciale, l'économie, le système de santé, la croissance de la population et la reprise des activités suite au déconfinement de la période post-pandémique sont assurément les thèmes prédominants des plateformes électorales de tous les partis, car il s'agit là de priorités pour l'ensemble de la population. On peut toutefois se demander, dans le cadre de la planification du développement provincial, si l'investissement dans les universités publiques saura se tailler une place d'importance dans ces plateformes ou parmi les priorités de l'électorat.

Or, bon nombre de citoyens et de citoyennes du Nouveau-Brunswick seraient étonnés d'apprendre que l'investissement dans les universités publiques est l'un des meilleurs moyens de stimuler l'économie, d'améliorer la santé de la population et d'inverser la tendance du déclin démographique au sein de la province. La reprise souhaitée par toutes et tous des activités au sortir du confinement ne pourra pas se passer de la contribution des universités publiques. Il nous faut souligner ici que les universités publiques ont encore une fois prouvé leurs capacités d'adaptation en réussissant, à quelques jours d'avis, la transition de l'enseignement en présentiel vers l'enseignement à distance suite au décret de confinement du printemps dernier.

Au cours des dernières années, la University of New Brunswick et l'Université de Moncton ont mené des études afin de mesurer leur impact économique à l'échelle provinciale. Leurs conclusions dépassent les attentes : l'impact économique provincial de la University of New Brunswick est d'environ 1,5 milliard de dollars, tandis que celle de l'Université de Moncton se chiffre à près de 1,6 milliard de dollars. Ces avantages économiques découlent entre autres des activités de recherche et de développement, de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprises en démarrage, de l'exploitation des universités et du nombre de personnes qu'elles emploient dans la province, ainsi que des contributions des diplômées et diplômés qui enrichissent le Nouveau-Brunswick.

De nombreuses autres études démontrent que les diplômés universitaires ont de meilleurs taux d'emploi et des salaires plus élevés. Par conséquent, on ne saurait trop insister sur l'importante incidence économique de ces diplômés ou anciens élèves. Non seulement font-ils directement progresser notre développement économique et social grâce à leurs activités professionnelles, mais ils contribuent aussi davantage aux recettes fiscales qui soutiennent nos programmes sociaux et notre système de soins de santé public. En outre, un niveau de scolarité plus élevé est fortement corrélé à une meilleure santé. En effet, le rapport de 2016 de

l'administrateur en chef de la santé publique du Canada indique qu'un niveau d'éducation plus élevé (et donc un revenu supérieur) est associé à une meilleure santé et à un moindre recours, dans l'ensemble, aux services de soins de santé entraînant ainsi une diminution des coûts.

Par ailleurs, les universités publiques néo-brunswickoises jouent un rôle important dans la croissance de la population. Elles attirent des étudiantes et étudiants de l'extérieur de la province et du pays, et elles contribuent de manière essentielle au maintien des jeunes et des professionnels au Nouveau-Brunswick. La Mount Allison University, par exemple, rapporte que 60 % de ses étudiants proviennent d'autres pays ou d'ailleurs au Canada. À la St. Thomas University, on estime que 71 % des diplômés demeurent au Nouveau-Brunswick après leurs études, une statistique qui grimpe à 88 % dans le cas de l'Université de Moncton, où 7 diplômés sur 10 retournent vivre et travailler dans leur comté, au Nouveau-Brunswick.

Peu importe l'angle sous lequel on envisage la question, il semble très clair que chaque dollar que l'on investit dans les universités publiques rapporte un bénéfice considérable. Ce rendement des investissements est possiblement inégalé si on le compare à d'autres secteurs. En finançant les universités publiques du Nouveau-Brunswick de façon adéquate, on favorise le développement économique et social, on contribue au financement adéquat de nos services sociaux, on assure un avenir meilleur à nos jeunes et on encourage la population du Nouveau-Brunswick à croître et à rester dans la province. Investir dans les universités publiques est extrêmement judicieux.

Bref, un ensemble d'universités publiques dynamiques est synonyme d'un Nouveau-Brunswick plus dynamique et plus sain, apte à relever les défis de la reprise post-pandémique.